

des bureaucrates qui sont tout aussi incompetents en économie que notre premier ministre et son cabinet le sont à juger de leur incompetence.

Le défaut du gouvernement de prévoir et de pallier les répercussions toujours croissantes de sa politique de chômage a précipité une crise du bien-être social pour les provinces et les municipalités et de tout le pays, surtout à Toronto qui, comme je l'expliquerai tout à l'heure, souffre d'une répercussion double. Le gouvernement a suscité cette crise sans avoir consulté les provinces et les municipalités et sans leur donner de préavis. Tardivement, et à la suite de pressions énergiques, il a tenté, d'une manière restreinte, intempestive, inefficace et inéquitable, de redresser en partie la situation. Cette initiative sera utile à longue échéance, mais ce qu'il faut maintenant c'est un soutien financier d'urgence et des programmes d'emploi d'urgence.

Permettez-moi d'exposer la situation dans laquelle se trouve la municipalité de l'agglomération torontoise et son borough central, la ville de Toronto. L'agglomération torontoise applique l'assistance sociale dans toute la zone métropolitaine et ne refuse l'assistance à aucun requérant. Elle débite les différentes communes selon le nombre des personnes assistées, non pas sur la base de la résidence permanente ou provisoire, mais sur la base de l'imposition de chaque borough. Les coûts sont répartis, non pas sur l'ensemble de la population, comme pour l'impôt sur le revenu, mais sur les propriétaires et les locataires d'immeubles de chaque borough. L'agglomération torontoise paie 20 p. 100 de l'assistance publique, la province d'Ontario 30 p. 100 et le gouvernement fédéral 50 p. 100. A mesure que des chômeurs de partout au Canada émigrent vers la région de Toronto à la recherche de travail, ils se trouvent souvent obligés d'avoir recours à l'assistance publique.

Comme la plupart d'entre eux se dirigent vers le centre de l'agglomération, la ville de Toronto en reçoit plus que sa part. En 1969, on évaluait la population de l'agglomération à 2,316,000 habitants, dont environ 30 p. 100 demeuraient dans la ville de Toronto. Mais comme l'évaluation de la ville représente 43 p. 100 de celle de l'agglomération, ses contribuables sont obligés de régler 43 p. 100 de tous les frais de fonctionnement, y compris de l'assistance publique. Ainsi, non seulement la ville de Toronto voit augmenter ses charges financières à l'égard de ses propres résidents, mais elle subit encore le double désavantage d'être le point de ralliement des assistés de toutes les régions du Canada et de régler 43 p. 100 de leurs frais. Le maire de Toronto, M. Dennison, voyant son budget prendre des proportions anormales, imprévues et injustes, ne fait donc que son devoir envers tous les propriétaires et locataires de son territoire en demandant à rencontrer le premier ministre d'urgence pour solliciter une aide financière extraordinaire.

La situation se complique et s'aggrave du fait que, à moins qu'on ne prolonge les prestations saisonnières d'assurance-chômage, qui sont censées prendre fin le 15 mai prochain, des milliers d'autres personnes devront faire appel à l'assistance sociale. Selon M. John Anderson, commissaire aux services sociaux de l'agglomération torontoise, jusqu'à 10,000 personnes de plus de sa région pourraient être forcées de demander du secours si le versement de ces prestations cesse au jour prévu. Donc, non seulement le maire de Toronto, M. William Dennison, et son conseil exécutif, mais aussi le président de l'agglomération,

M. Albert Campbell, et son conseil au complet, se dirigent vers Ottawa pour voir le premier ministre.

En 1970, le département des services sociaux de l'agglomération a dépensé \$50,596,543, soit \$5,503,231 de plus qu'il n'avait prévu pour l'année. Ses prévisions pour 1971 s'établissent à \$75,424,228, ce qui représente une augmentation d'environ 50 p. 100. Ces hausses proviennent surtout de versements directs d'assistance sociale. Les dépenses à ce titre ont atteint environ 20 millions de dollars en 1969, et 30 millions en 1970; selon les prévisions, elles seront de \$47,700,000 en 1971. Si les prestations saisonnières d'assurance-chômage prennent fin, comme prévu, le 15 mai prochain, l'assistance sociale directe coûtera à l'agglomération 70 millions de dollars en 1971. Il n'est donc pas étonnant que tous les boroughs de l'agglomération, comme sans doute toutes les municipalités de l'Ontario, et surtout la ville de Toronto, soient alarmées devant la crise aiguë qu'elles connaissent.

Cette confusion surgit au moment où les crises financières se succèdent dans les villes canadiennes. L'activisme croissant au sein des fonctionnaires et la généralisation du syndicalisme ont été coûteux. Dans le passé, la rémunération des employés des municipalités et des conseils scolaires accusait un net recul pendant les périodes où l'industrie consentait de fortes augmentations de salaire et de traitement. La situation a changé. Les fonctionnaires réclament maintenant en plus grand nombre des augmentations comme tout le monde.

Les villes sont extrêmement vulnérables à ce genre de défi. Elle ne peuvent fermer boutique brusquement comme la Massey Ferguson qui peut fermer une usine qui s'en trouve affectée ou qui fonctionne à perte, comme c'est le cas à l'heure actuelle dans ma circonscription, où 900 personnes seront mises à pied le 1^{er} mars. En période d'activisme et de menace de suspension de services vitaux, la tendance est aux rapides augmentations de salaire.

Un second facteur qui intervient dans les compressions financières, c'est la majoration des coûts d'équipement et de fournitures, de construction et de tout ce qui touche les services de santé. Un troisième facteur, c'est l'augmentation moins rapide de l'aide provinciale accordée aux villes. Et cela, parce que les provinces se trouvent elles-mêmes le dos au mur pour les mêmes raisons que les villes se trouvent coincées. Par contre, les provinces n'ont même pas encore pu soutirer de fonds supplémentaires au gouvernement fédéral, sauf à titre de prêts à intérêts élevés.

Toronto a dû augmenter les impôts assez rapidement, mais on ne peut le faire ni aussi vite ni autant qu'il le faudrait. Les contribuables à qui on demande d'endosser 43 p. 100 des dépenses municipales, à quoi s'ajoutent les frais exorbitants de l'assistance sociale, poussent les hauts cris. Un autre grand problème, c'est que si les impôts sont trop élevés, la situation économique ne fait qu'empirer: les entreprises s'en vont et les citoyens les plus à l'aise déménagent en banlieue de sorte que les logements se trouvent abandonnés tant par les propriétaires que par les locataires. Les impôts fonciers pèsent davantage sur ceux qui ont de petits revenus que sur les propriétaires et les gens à l'aise; ils hésitent à apporter des améliorations de peur que l'évaluation de leur propriété n'augmente. Un autre inconvénient de la hausse des impôts fonciers, c'est que les logements deviennent